



## Thème 3 – Enjeux mondiaux, évolutions économiques et rapports de puissance depuis les années 1970

### Sommaire

Programme	2
Présentation générale du thème	2
<b>Chapitre 1 – Mondialisation, crises et modifications des équilibres économiques mondiaux</b>	<b>4</b>
• Enjeux historiographiques sur la crise de 2008 en Espagne	4
• Orientations pour la mise en œuvre des éclairages spécifiques sur l'Espagne	10
• Pièges à éviter	12
<b>Chapitre 2 – Nouveaux rapports de puissance et enjeux géopolitiques</b>	<b>12</b>
• Enjeux historiographiques sur le terrorisme islamiste	13
• Orientations pour la mise en œuvre des éclairages spécifiques sur l'Espagne	17
• Pièges à éviter	18
<b>Bibliographie et ressources</b>	<b>19</b>

## Programme

### Chapitre 1 – Mondialisation, crises et modifications des équilibres économiques mondiaux

Objectifs du chapitre	<p>Ce chapitre vise à montrer comment le processus de mondialisation et les crises économiques successives modifient les grands équilibres économiques mondiaux.</p> <p>On peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les chocs pétroliers : la crise économique occidentale et la nouvelle donne économique internationale;</li> <li>• l'impact de la libéralisation et de la dérégulation;</li> <li>• l'apparition de nouveaux acteurs économiques majeurs : Chine, Inde...;</li> <li>• la crise de 2008 et ses conséquences, le mouvement des Indignés en Espagne.</li> </ul>
-----------------------	---

### Chapitre 2 – Nouveaux rapports de puissance et enjeux géopolitiques

Objectifs du chapitre	<p>Ce chapitre vise à éclairer les tensions d'un monde devenu progressivement multipolaire en analysant le jeu et la hiérarchie des puissances. Seront mises au jour les formes et l'étendue des conflits ainsi que les conditions et les enjeux de la coopération internationale.</p> <p>On mettra en perspective :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la révolution islamique d'Iran et le rejet du modèle occidental;</li> <li>• l'effondrement du bloc soviétique et de l'URSS;</li> <li>• le 11 septembre 2001;</li> <li>• les nouvelles formes de conflits : terrorisme, conflits asymétriques et renouvellement de l'affrontement des puissances. On pourra prendre les exemples des attentats d'Atocha 2004 et de Paris 2015;</li> <li>• les crimes de masse et les génocides (guerres en ex-Yougoslavie, génocide des Tutsi);</li> <li>• l'effort pour mettre en place une gouvernance mondiale face aux défis contemporains (justice internationale, réfugiés, migrations, environnement).</li> </ul>
-----------------------	---

## Présentation générale du thème

Ce troisième thème constitue une adaptation des thèmes 3 et 4 du programme d'histoire de terminale générale<sup>1</sup>. La ressource d'accompagnement correspondant au thème 2 du programme de terminale de l'enseignement de spécialité Histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques (« [Faire la guerre, faire la paix : formes de conflit et modes de résolution](#) ») est également indispensable pour aborder les nouvelles formes de conflit, et notamment le terrorisme islamiste.

Le programme de Bachibac invite ici à examiner les enjeux mondiaux, les évolutions économiques et les rapports de puissance depuis les années 1970. L'étude de cette période, qui va des années 1970 au temps présent, vise à donner des clés de compréhension des mutations économiques, politiques et géopolitiques. La période peut être abordée d'une part sous l'angle de la déstabilisation des équilibres de la guerre froide, sous l'effet des profondes mutations économiques, et d'autre part sous l'angle des recompositions géopolitiques par l'affirmation de nouveaux acteurs, des nouvelles puissances visant à jouer un rôle mondial à ceux issus des mouvances islamistes.

1. On pourra se référer aux ressources éducol consacrées au [thème 3](#) (« Les remises en cause économiques, politiques et sociales des années 1970 à 1991 ») et au [thème 4](#) du programme de terminale générale (« Le monde, l'Europe et la France depuis les années 1990, entre coopérations et conflits »).

La période proposée par le programme de Bachibac invite à interroger les ruptures traditionnellement admises dans l'analyse des relations internationales : même si 1989-1990 semble une rupture majeure, la fin du monde bipolaire n'a pas effacé toutes les tensions qui existaient jusqu'alors et n'a pas annulé les effets de la crise économique de 1973<sup>2</sup>. Mettre en avant la rupture des années 1970 revient ainsi à passer progressivement d'une grille de lecture des relations internationales fondées sur l'opposition Est/Ouest, interprétation construite par les acteurs de la guerre froide eux-mêmes, au profit d'une logique Nord/Sud. Selon Maurice Vaisse, le milieu des années 1970 est marqué par une réorientation des rapports internationaux liée à la multiplication des tensions dans les pays du Sud<sup>3</sup>. Robert Franck insiste quant à lui sur le tournant de l'année 1973, moment qualifié de « désordre international de type nouveau qui fait perdre aux deux géants la complète maîtrise des relations internationales<sup>4</sup> ».

L'ordre des chapitres met ainsi l'accent sur la prépondérance du facteur économique dans l'évolution des relations internationales dans la mesure où l'économie participe pleinement aux changements « d'ambiance » qui influencent la prise de décision des pouvoirs politiques à différentes échelles<sup>5</sup>.

Si ce thème du programme ne présente aucun chapitre spécifique à l'Espagne, il indique deux points relatifs à l'histoire de l'Espagne : la crise de 2008 et ses conséquences ; les attentats d'Atocha de 2004. L'un et l'autre doivent permettre, par les changements d'échelle qu'ils impliquent, de comprendre les problématiques économiques et géopolitiques abordées à l'échelle mondiale.

**Ce thème mobilise les notions suivantes :** puissance, conflits, terrorisme, islamisme, gouvernance, crise, libéralisme, néolibéralisme.

**On pourra consacrer à ce thème de 8 à 10 heures.**

**Problématique générale du thème :**

Dans quelle mesure, depuis les années 1970, les évolutions économiques et géopolitiques redéfinissent-elles les enjeux mondiaux et restructurent-elles les rapports de puissance ?

2. Robert FRANCK, « [Penser historiquement les relations internationales](#) », *Annuaire français des relations internationales*, 2004.

3. Maurice VAISSE, *Les Relations internationales depuis 1945*, Paris (Armand Colin), 2021 (17<sup>e</sup> éd.).

4. Robert FRANCK (dir.), *Pour l'Histoire des relations internationales*, Paris (PUF), 2012, p. 205.

5. Robert FRANCK, « [Penser historiquement les relations internationales](#) », *Annuaire français des relations internationales*, 2004, p. 43.

## Chapitre 1 – Mondialisation, crises et modifications des équilibres économiques mondiaux

### Enjeux historiographiques sur la crise de 2008 en Espagne

#### La crise économique de 2008 en Espagne

La crise qui éclate en septembre 2008 aux États-Unis succède à plus d'un an de fébrilité spéculative des marchés, et de vigilance teintée d'optimisme de la part des banques centrales. Mais en Espagne, la crise apparaît plus tôt, le 14 juillet 2008, avec la faillite de la société immobilière Martinsa-Fadesa. Les premiers à se pencher sur la crise de 2008 (dite « des *subprimes* ») pour l'analyser sont les journalistes, en particulier hors d'Espagne<sup>6</sup>. Il faut attendre le 4 août pour que le quotidien *El País* évoque les effets rapides de la crise sur le chômage<sup>7</sup>.

Un ensemble d'analyses et d'interprétations de cette crise sont progressivement posées, en termes globaux (économiques, sociaux et environnementaux).

Le journaliste français Ignacio Ramonet publie l'année suivante son analyse de la crise des *subprimes* qu'il estime « pire » que le krach de 1929<sup>8</sup>. Il y reprend une interprétation d'Henry Kissinger reconnaissant en décembre 2008 que la crise, ajoutée aux guerres menées par les États-Unis, annonçait des temps plutôt sombres et de profonds changements géopolitiques. Ignacio Ramonet y ajoute sa conviction que les répercussions en seraient également sociales et environnementales, et ce au niveau mondial, en particulier pour « la moitié de l'humanité qui se partage le 1 % de la richesse mondiale<sup>9</sup> ». Il s'interroge sur les premiers mouvements sociaux de jeunes, apparus dès le 6 décembre 2008 en Grèce : « Pouvons-nous écarter l'idée que ces protestations se reproduisent dans d'autres pays<sup>10</sup> ? »

Les économistes américains Kenneth Rogoff et Carmen Reinhart analysent la crise de 2008 à l'aune de celle de la fin des années 1920, en la qualifiant de « seconde grande contraction », après celle du krach de 1929<sup>11</sup>. Selon l'économiste et historienne française Marie-Claude Esposito, si la crise a bien commencé aux États-Unis, s'est propagée à l'Europe et au Japon, puis a touché la Chine et d'autres pays émergents d'Asie et d'Amérique latine, il a fallu pour déclencher la crise de 2008 des changements microéconomiques<sup>12</sup>. On peut citer l'explosion de la bulle immobilière, le manque de liquidité de la part des banques (pourtant réapprovisionnées par les banques centrales), qui ont eu des effets catastrophiques sur les accédants à la propriété (saisies et expulsions se sont multipliées), mais aussi sur les épargnants, ruinés.

Deux analyses de l'Espagne par des historiens anglo-saxons apportent des éléments de compréhension des principaux mécanismes de la crise de 2008.

L'historien britannique Adam Tooze souligne la responsabilité des États-Unis dans cette crise, qualifiée de « première crise d'une ère mondialisée », mais aussi celle de l'Europe, en particulier de la zone euro. Cette crise européenne s'inscrit dans le temps long de

6. On peut citer *Le Monde* qui, dès le 25 juillet 2008, publie une analyse inquiète sur la situation espagnole : « [En Espagne, la crise immobilière et financière casse la croissance et relance le chômage](#) ».

7. « [El paro alcanza en julio su nivel más alto en diez años por la crisis](#) », *El País*, 4 août 2008.

8. Ignacio RAMONET, *Le krach parfait*, Paris (Galilée), 2009, p. 13.

9. *Ibid.*, p. 14.

10. *Ibid.*, p. 16.

11. Kenneth S. ROGOFF, Carmen N. REINHART, *This Time Is Different. Eight Centuries of Financial Folly*, Princeton (Princeton University Press), 2009.

12. Marie-Claude ESPOSITO, « [La véritable histoire de la crise financière 2008](#) », *Outre-Terre* 2013/3, n°37, p. 127-158.

la construction communautaire, en particulier monétaire, et de « l'effacement » des frontières intérieures de l'espace européen<sup>13</sup>. Ce sont « les prêts transfrontaliers au sein de la zone euro » qui ont augmenté « plus rapidement que la finance transnationale au niveau mondial ». Et ces flux d'IDE (investissements directs à l'étranger), émanant de pays sains ou présumés tels (Allemagne, Pays-Bas, France) se sont majoritairement portés vers ceux où la promesse de profits rapides semble sûre (Grèce, Espagne, Irlande)<sup>14</sup>. C'est donc l'afflux de crédits, notamment vers un marché dynamique comme l'Espagne, qui déséquilibre l'économie de cette dernière. Des multinationales apparaissent comme Telefónica, Ferrovial, Banco Santander, Inditex<sup>15</sup>. L'état des finances de certains de ses États membres n'inquiète pas l'Union européenne, qui se donne également une « image sociale » face au néolibéralisme étatsunien. Ainsi, il n'y a pas de réponse collective européenne lorsque la crise éclate à Wall Street en septembre 2008 et il faut attendre « trois longues années avant qu'un sauvetage commun » ne soit envisagé<sup>16</sup>.

L'historien britannique William Chislett reconnaît également l'effet domino de la crise étatsunienne, mais privilégie des explications endogènes dans le cas de l'Espagne<sup>17</sup>. Selon lui, le *Partido Socialista Obrero Español* (PSOE) a hérité d'une situation économiquement saine à son accession au pouvoir en 2004, concernant l'inflation, le déficit public ou la dette publique, ce qui avait permis à l'Espagne, sous le gouvernement du *Partido Popular* (PP) de José María Aznar, de devenir un membre fondateur de la zone euro en 1999. Cette situation avait fait de l'Espagne un pays attractif pour les IDE, mais ceux-ci se sont concentrés sur le secteur immobilier, et plus précisément sur la construction de logements pour les particuliers<sup>18</sup>. Quatre facteurs propres à l'Espagne y ont contribué : des taux d'intérêt très bas ajoutés à une inflation plus forte rendant les crédits extrêmement attractifs ; une tendance en Europe du Sud à l'investissement « dans la pierre », jugé sûr (85 % des Espagnols étaient propriétaires de leur logement, contre une moyenne de 60 % dans le reste de la zone euro) ; une forte demande étrangère de résidences, secondaires pour les vacances ou principales pour la retraite ; enfin une proximité très grande entre les caisses d'épargne régionales (*las cajas de ahorros*), les administrations politiques locales et les promoteurs immobiliers<sup>19</sup>. William Chislett dépeint un monde de « convoitise, copinage, trafic d'influence, corruption » qui échappait à une supervision et une surveillance tant de la part des autorités politiques que des instances de régulation économiques<sup>20</sup>.

13. Adam TOOZE, *Crashed : Comment une décennie de crise financière a changé le monde*, Paris (Belles Lettres), 2018, p. 118 : « l'histoire remonte une fois de plus au début des années 70, à la disparition du système de Bretton Woods [et à la création] du Système Monétaire européen. »

14. *Ibid.*, p. 130.

15. Inditex est un groupe de l'industrie textile comprenant entre autres Zara, Pull and Bear, Bershka. Son fondateur et PDG, Amancio Ortega, devient en 2007 le plus riche milliardaire d'Europe. En 2022, il est le douzième milliardaire du monde selon *Forbes*.

16. Adam Tooze, *op. cit.*, p. 220-228.

17. William CHISLETT, *Microhistoria de España, contada por un británico*, Barcelone (Espasa), 2020. Il s'agit de la version augmentée et actualisée de son ouvrage original *Spain, what everyone needs to know*, Oxford (Oxford University Press), 2013.

18. *Ibid.*, p. 244 : « La inversión en vivienda llegó a ser el equivalente del 9% del PIB, un porcentaje muy por encima del normal en otras zonas de Europa [...]. El país sumó en torno al 30% de todas las viviendas nuevas construidas en la Unión Europea entre 2000 y 2009, pero su economía solamente generó un 10% (aproximadamente) del PIB total comunitario durante ese mismo periodo. »

19. *Ibid.*, p. 246 : « En esa práctica halló terreno abonado la corrupción. En España se bromeaba por aquel entonces diciendo que la manera más fácil de hacerse millonario era ser alcalde. En 2006, el la cúspide de su expansión económica, en España se movía la cuarta parte de todos los billetes de quinientos euros que estaban en circulación en los doce países [de] la eurozona [...]. Los españoles de a pie llamaban a aquellos billetes, muy utilizados en transacciones opacas al fisco [...] los « Bin Laden », porque todo el mundo sabía que existían [...] pero nadie los había visto nunca. »

20. *Ibid.*, p. 247.

## Le mouvement 15M

Par la suite, et c'est le deuxième aspect important à considérer pour ce qui concerne l'Espagne, l'austérité a poussé la jeunesse dans la rue. Les coupes budgétaires, les hausses d'impôts, et l'affaiblissement de l'activité économique liés à la crise ont provoqué en Espagne une augmentation du chômage plus massive qu'ailleurs<sup>21</sup> et le départ de nombreux jeunes vers l'Allemagne ou l'Amérique latine. Des collectifs, très actifs sur les réseaux sociaux<sup>22</sup>, apparaissent, soit pour aider les ménages expulsés de leur logement soit pour critiquer la gestion de la crise par le gouvernement. Le sentiment que les gouvernements ont sauvé prioritairement les banques plutôt que les citoyens suscite l'indignation. L'un de ces collectifs propose via Facebook un rassemblement le 15 mars 2011 sur la place de la *Puerta del Sol* à Madrid, où se réunissent 50 000 personnes. Des manifestations ont simultanément lieu dans d'autres villes espagnoles. L'ambiance est telle que des jeunes décident de rester camper. Ce mouvement est d'abord relayé par la presse étrangère. Le correspondant à Madrid du *Monde* signale cette expérience de « biopolitique » avec la présence de 400 associations différentes, dont *Democracia Real Ya* ou *Juventud sin Futuro*<sup>23</sup>. Les médias ont néanmoins du mal à identifier les composantes de cette mobilisation, que les manifestants appellent 15M<sup>24</sup>. Dans la presse internationale, on surnomme les manifestants « *Indignados* » en référence au petit essai de Stéphane Hessel<sup>25</sup>.

Ce mouvement se caractérise tout d'abord par des campements spontanés<sup>26</sup> sur certaines places des centres-villes : *Puerta del Sol* à Madrid, *Plaza de Cataluña* à Barcelone, *Plaza Mayor* à Salamanque, *Plaza de la Constitución* à Málaga, etc. Il est alimenté sur les réseaux sociaux<sup>27</sup> par des internautes mobilisés contre la récente loi Sinde (contre le piratage et le téléchargement illégal) et désireux de peser sur les élections municipales<sup>28</sup>. Il se poursuit par une manifestation le 19 mai avec environ 3 millions de personnes dans les rues qui s'opposent aux tentatives de démantèlement des *acampadas*<sup>29</sup>.

21. Adam TOOZE, *op. cit.*, p. 420. 20 % des adultes et 44 % des jeunes sont au chômage à l'été 2011 en Espagne. En Irlande, le chômage global est de 15% et celui des jeunes de 30%; en Grèce, de respectivement 14% et 37%.

22. Exemples de groupes, virtuels ou non : *Democracia Real Ya* ou *Juventud Sin Futuro*.

23. « [Mobilisation naissante contre la crise en Espagne](#) », *Le Monde*, 17 mai 2011. Le terme foucauldien de "biopolitique" est repris par Adriana RAZQUÍN (sociologue à l'université de Málaga et elle-même participante du 15M), dans *Didáctica ciudadana, la vida política en las plazas, etnografía del 15M*, Universidad de Granada, 2017. *Juventud sin Futuro* avait jusque-là une image très négative dans l'opinion, comme le souligne Adriana Razquín : ils étaient surnommés les « ni-ni » (« *ni estudia ni trabaja* »).

24. Selon la sociologue Adriana RAZQUÍN et la chercheuse en littérature et en communication Ana ROMERO SIRE, le mouvement a été appelé « *Indignados* » par la presse étrangère et quelques participants, mais la majorité des acteurs l'appellent « 15-M ». Voir Ana Isabel ROMERO SIRE, « [Las redes sociales y el 15M en España](#) », *Telos*, n°89, octobre-décembre 2011 : « *En los grandes medios de comunicación, con quienes el 15-M ha tenido una relación harto difícil, se le hacían al movimiento atribuciones identitarias equívocas (si no del todo cambiantes) en cuanto a su apariencia externa: 'los jóvenes', cuatro desharrapados, los perroflauta, los indignados de Hessel, el movimiento antisistema, los 'ni-ni', pro-abertzales, el resto del electorado, una 'nueva izquierda', 'gente como tú y como yo'... En manos de los periodistas de los medios dominantes, el 15-M se vio convertido en un morfeo camaleónico que todo lo absorbe.* »

25. Stéphane HESSEL, *Indignez-vous*, Montpellier (Indigène Éditions), 2010. Stéphane Hessel était un résistant rescapé des camps de concentration nazis, diplomate et écrivain engagé.

26. *campamento* ou *acampada* (ce dernier terme ayant plus de succès auprès des jeunes).

27. Beatriz CALVO PEÑA, « [El uso de las redes sociales por parte del movimiento 15M, antecedentes y marco teórico](#) », *TecCom Studies. Estudios de Tecnología y Comunicación*, n°4, 2012, p. 349-357.

28. La loi Sinde (du nom de la ministre de la Culture), dont la disposition 43 visait à réglementer les téléchargements sur internet, a provoqué l'indignation de nombreux internautes.

29. Josep María ANTENTAS, « Spain, the Indignados Rebellion of 2011 in perspective », *Labor History*, 56/2, 2015, p. 136-160.

Très vite, ces manifestants ajoutent à la forme pacifiste du *sit-in* déclinée en occupation jour et nuit des places une autre forme d'action, venue d'Argentine : les *escraches*<sup>30</sup>. Il s'agit d'actions rapides devant les lieux de réunion ou les résidences privées des responsables de la situation dans laquelle se trouve l'Espagne : ces personnes sont identifiées, nommées, et les manifestants se retrouvent sous leurs fenêtres pour leur jeter l'opprobre publiquement et de façon sonore. Ces *escraches* ont été notamment organisés par la *Plataforma de Afectados por la Hipoteca* (PAH) et dénoncés comme une forme de harcèlement par les élus du PP<sup>31</sup>.

Les manifestations et leurs formes diverses ont été très étudiées depuis 2008 par les acteurs eux-mêmes et sont devenues un champ de recherches pluridisciplinaires. Concomitamment, dès 2011, se développent dans les milieux militants des publications à vocation explicitement engagée.

Enfin, il est indéniable que le *15M* a eu des conséquences politiques majeures en Espagne (création du parti *Podemos*<sup>32</sup> notamment) et à l'échelle internationale avec l'apparition du mouvement *Occupy Wall Street*<sup>33</sup>, dont l'écho mondial a été considérable. La réactivation de l'indépendantisme catalan relève sans doute davantage des effets des clivages territoriaux que des effets des inégalités socio-économiques.

### Deux textes de chercheurs contemporains, espagnol et français

Deux textes pour croiser sciences politiques et sociologie dans l'étude de la crise de 2008 et de ses conséquences.

30. Origine des *escraches* en Argentine : Francisco PEREGIL, « [Comencé a escrachar al encontrarme en un bar al torturador de mi padre](#) », *El País*, 13 avril 2013.

31. Exemple d'*escrache* et d'accusation de « harcèlement » posée par le PP dans cette vidéo de la Sexta : « [Una diputada del PP por Asturias denuncia el acoso de la PAH](#) »

32. Parti politique créé en 2014 par Pablo Iglesias, professeur de sociologie. Sa rhétorique oppose la *gente* à la *casta* selon la même terminologie que celle du *15M*.

33. Héloïse NEZ et Pascale DUFOUR, « [Un renouvellement de la démocratie par le bas ? Les mouvements Indignés et Occupy](#) », *Politique Etrangère*, 2017/1, Printemps, p. 47-58.

**Aleksandro PALOMO GARRIDO<sup>34</sup>, «El secreto de la recuperación económica en España y su coste», Contexto y Acción, 28 de noviembre de 2018.**

Se cumplen diez años del fatídico 2008. [...] Durante los últimos años el gobierno y los expertos económicos presumieron de recuperación económica y buena gestión. ¿En realidad se ha producido una recuperación económica en España [...] ?

Para el FMI, la recuperación se basaba en el consumo, las exportaciones y la inversión. En el caso del consumo empieza a apreciarse una caída en la demanda. [...] La principal causa parece ser el estancamiento de los salarios y el repunte de la inflación. [...] También hay que sumar el descenso en la llegada de turistas en este año. [...] En el caso de las exportaciones, la economía española pasó de una balanza [...] deficitaria a obtener superávit a partir de 2013. [Pero] la tendencia en el crecimiento ha retrocedido al nivel de 2015. La principal causa del parón en las exportaciones parece estar en la ralentización económica a nivel mundial [...].

Si bien la tasa de desempleo ha disminuido desde su nivel máximo del 27% en 2013 hasta el actual 15%, sigue siendo la segunda tasa más alta de toda la Unión Europea. En España, 3,2 millones de ciudadanos siguen sin empleo. La situación es especialmente grave para los jóvenes poco cualificados [...]. La tasa de desempleo sería todavía más elevada si no fuera porque numerosos españoles han dejado el país para trabajar en otros puntos de Europa e incluso en Latinoamérica. En el período más duro de la crisis, la tasa de emigración neta llegó a 250.000 personas al año, privando a la economía de una parte de los ciudadanos mejor preparados y más productivos.

[...] La explosión de la economía sumergida es una consecuencia directa del deterioro en la calidad del empleo. El empleo indefinido ha pasado a ser una especie en extinción. Las reformas laborales [...] para superar la crisis, facilitando el despido de los trabajadores, son las responsables de esta situación. A eso hay que añadir que España tiene la proporción más elevada de trabajos de baja cualificación de la OCDE. [Esos tienen] obviamente una baja remuneración. Por este motivo, en España el número de personas con empleo que viven bajo el umbral de la pobreza ha aumentado un 20% en la última década. [En cuanto a] los salarios, [...] España y Grecia son los dos únicos países de la Unión Europea que todavía no han recuperado el nivel de renta salarial que tenían antes del estallido de la crisis. [...]

Por tanto, [hay] un incremento de los beneficios empresariales y las rentas del capital, que han aumentado un 6%. [...] Si a eso unimos los 77.000 millones de euros del rescate a la banca por parte del Estado, obtenemos que en una década se ha producido el mayor trasvase de riqueza desde las clases bajas a las clases altas en este país. [...] Este trasvase [...] supone un gran cambio estructural de la economía española. Mayor producción con menos trabajadores y menor retribución, que mejora los márgenes de beneficio y eleva las rentas del capital. En la actualidad, España se ha convertido en uno de los países europeos con mayor peso de las rentas del capital sobre el PIB. [...] Este incremento en los beneficios empresariales y la excelente rentabilidad del capital son los que han permitido que la inversión se mantuviera al alza. El descenso en los costes laborales también insufló competitividad a las exportaciones. [...] El aumento de la pobreza genera más gasto social del Estado y coloca a las finanzas públicas al borde del abismo. [...] Al calor de la situación económica han aflorado las tensiones nacionalistas [...]. Los gobiernos autonómicos están profundamente endeudados y con un margen de maniobra muy reducido por la situación económica. Antes que perder a su electorado, algunos de estos gobiernos prefieren exigir clamorosamente una separación de Madrid excitando el nacionalismo local. Por su parte, los partidos [...] de derecha están respondiendo al órdago con las mismas armas. Han sacado del baúl un naftalínico nacionalismo de corte franquista con el que esperan aglutinar a sus electorados en un momento de decepción y descrédito del sistema y las instituciones.

34. Aleksandro PALOMO GARRIDO est docteur en sciences politiques de l'université Complutense de Madrid, spécialiste en relations internationales.



**Héloïse NEZ<sup>35</sup>, « Des Indignés à Podemos : continuités et ruptures », *Mouvements*, 2018/2 n° 94, p.75-86.**

Si le projet de *Podemos* n'est pas issu d'une des assemblées des Indignés, il s'appuie sur une certaine lecture de ce mouvement. Lorsqu'ils lancent leur projet le 17 janvier 2014 [...], les fondateur.trice.s de *Podemos* se réfèrent directement au 15-M. Leur manifeste initial vise à « canaliser cette indignation à travers une option électorale qui fasse envie et qui, en même temps, démontre notre capacité de représentation de la majorité ». Cette filiation avec les Indignés est dès lors revendiquée et régulièrement mise en scène par *Podemos*. Par exemple, une « marche pour le changement » est organisée le 31 janvier 2015 avec pour objectif de « remplir Puerta del Sol ». [...] Le « guide de participation » élaboré par *Podemos* pour l'occasion invite les manifestant.e.s à créer leurs « propres affiches et autocollants », comme dans les manifestations des Indignés où dominaient les pancartes individuelles écrites à la main. Cette identification symbolique et visuelle au 15-M est développée lors des campagnes électorales, les discours et vidéos faisant systématiquement commencer l'histoire de *Podemos* avec le mouvement des Indignés.

Au-delà des symboles, les initiateur.trice.s de *Podemos* reprennent du 15-M le projet de politiser les conditions de la vie quotidienne et de mobiliser au-delà des clivages traditionnels. On retrouve ainsi de grandes similitudes dans le vocabulaire employé, par exemple le fait de ne pas se positionner sur un axe droite / gauche, mais de préférer un axe haut / bas qui oppose les « élites » aux « citoyens » ou « le peuple » à « la caste ». [...] *Podemos* reprend des Indignés ce discours transversal, en privilégiant certains termes qui ont émergé pendant le mouvement, comme celui de « citoyens », et en s'éloignant du vocabulaire traditionnellement utilisé par la gauche, notamment marqué par la référence à la « classe ouvrière ».

*Podemos* s'appuie aussi sur une certaine lecture du 15-M, en considérant que ce mouvement ne signifiait pas une contestation de la représentation en tant que telle, mais plutôt un rejet des représentant.e.s qui sont actuellement au pouvoir et de leurs pratiques.[...] Les [...] mesures défendues par *Podemos* pour les élections législatives de 2015 [...] visent notamment à « garantir un système électoral qui respecte le principe une personne = un vote et des mécanismes concrets de participation des citoyens aux décisions », à « transformer la justice pour garantir l'indépendance des juges » et à « établir des cadenas contre la corruption, interdire le pantouflage ».

[...] Les Indignés et *Podemos* [...] partagent en effet une remise en cause du fonctionnement du système politique espagnol, une dénonciation du modèle économique qui a mené à la crise et la revendication d'une démocratie plus participative.

35. Héloïse NEZ est sociologue, spécialiste de construction politique et sociale des territoires.

## Orientations pour la mise en œuvre des éclairages spécifiques sur l'Espagne

Les orientations suivantes sont des entrées indicatives pour traiter ce chapitre dans une approche aussi bien disciplinaire qu'interdisciplinaire, en association avec l'enseignement de langue vivante. Ces entrées permettent d'illustrer, d'approfondir une situation historique et contribuent, dans le cadre de l'enseignement en Bachibac, à construire une culture historique commune.

### La place du chapitre dans la scolarité des élèves

L'enseignement de la crise de 2008 ne figure pas explicitement dans les programmes d'histoire, pas même en Espagne. L'éclairage fait dans ce thème sur les événements de 2008 et de 2011 offre des opportunités au professeur et aux élèves pour articuler plusieurs échelles d'analyses mais aussi pour mieux investir l'étude de la politique en Espagne dans le thème suivant (chapitre 2 du thème 4).

### Éléments de problématisation

Les éléments de problématisation proposés ci-dessous ne sont que des suggestions et ne doivent pas faire l'objet d'une étude spécifique et exhaustive. Néanmoins, certains de ces éléments peuvent être choisis et insérés comme illustrations des éléments du programme général.

#### Problématique du chapitre

Dans quelle mesure le processus de mondialisation et les crises économiques successives ont-ils modifié les grands équilibres économiques mondiaux ? Quels bouleversements politiques et sociaux la crise de 2008 a-t-elle entraînés en Espagne ?

### Comment mettre en œuvre le chapitre avec les élèves ?

On pourra appuyer la réflexion sur les apports suivants, l'importance accordée à chacun d'eux et les modalités de mise en œuvre étant laissées à l'appréciation du professeur.

Pour l'étude de la situation en Espagne, on peut mettre en avant les deux points suivants :

- la crise économique de 2008 et ses conséquences ;
- le mouvement des Indignés.

Comment la crise économique mondiale de 2008 se traduit-elle en Espagne ?

Les facteurs qui entraînent la crise espagnole sont extra-européens, européens et bien sûr nationaux : poids considérable du secteur de l'immobilier et de la construction en Espagne ; pouvoirs politiques locaux très liés au monde des affaires, etc.<sup>36</sup>

Pour l'Espagne, comme le rappelle Ignacio Ramonet, le secteur le plus touché est celui de l'immobilier, avec « des millions d'appartements et de maisons qui ne trouvent plus d'acheteurs » et où « sont détruits des milliers d'emplois<sup>37</sup> ». En novembre 2008, le nombre de chômeurs a augmenté de 37,5 % par rapport au même mois de 2007, ce qui représente 16 % de la population active. « En Espagne, la croissance du crédit et l'inflation des prix du logement créent un cocktail réellement explosif<sup>38</sup> » : grâce à ces liquidités venues d'Europe du Nord, l'Espagne finance la création d'entreprises, notamment immobilières.

36. Adam TOOZE, *op. cit.*

37. Ignacio RAMONET *op. cit.*, p. 24.

38. Adam TOOZE, *op. cit.*, p. 132.

Le troisième plan de relance mis en place fin novembre 2008 par le gouvernement de José Luis Zapatero consiste à injecter 11 milliards d'euros, soit 1 % du PIB, dont 8 destinés à financer des travaux publics et 3 à aider des secteurs en difficulté comme l'automobile, l'innovation et la dépendance<sup>39</sup>. En ce qui concerne les pays membres de l'Union européenne et plus particulièrement de la zone euro, ces aides se sont faites « en ordre dispersé » et sans plan concerté, jusqu'à fin 2011.

À la suite de la crise, un demi-million de foyers espagnols sont menacés d'expulsion car dans l'impossibilité de rembourser leurs prêts hypothécaires. En effet, si les entreprises sont protégées de la faillite, les débiteurs hypothécaires ne le sont pas.

Comment le mouvement du 15M émerge-t-il et cherche-t-il à apporter une réponse à la crise ?

L'Espagne, par ses fragilités internes, par le surpoids du secteur de l'immobilier, est l'un des pays où la crise s'exprime avec le plus de violence pour la population : expulsions (*desahucios*), chômage de masse, désillusion<sup>40</sup>, émigration massive des jeunes diplômés<sup>41</sup>, suicides, etc.

Les associations qui aident et soutiennent les familles expulsées répondent à l'appel à manifester de certains étudiants sur les réseaux sociaux les 13 et 14 mai 2011. Elles optent pour de nouvelles formes de confrontation directe et non violente<sup>42</sup>. À Barcelone, le mouvement PAH n'hésite pas à s'inspirer des *escraches* argentins et organise des actions « coups de poing » visant symboliquement des responsables politiques<sup>43</sup>. En les désignant publiquement ainsi, les manifestants veulent forcer ces élites à reconnaître l'ampleur et la gravité de la situation : « si les marchés ont le droit de paniquer, pourquoi les citoyens seraient-ils censés adopter un comportement correct<sup>44</sup> ? »

La mobilisation du 15M rend à la jeunesse (et par la suite à beaucoup d'Espagnols, toutes générations confondues) une nouvelle fierté, une nouvelle conscience<sup>45</sup>, sociale et politique, et des aspirations. La donne politique évolue avec l'émergence de nouveaux partis : *Vox*, né en 2013 ; *Ciudadanos* et *Podemos*, nés en 2014. Ces derniers influencent le jeu électoral depuis 2015, remettant en question la domination bipartisane PSOE-PP.

Cette redistribution électorale peut être comparée aux nouvelles donnes politiques que connaissent les voisins européens, où les partis de gouvernement peinent à reconquérir des citoyens touchés par les crises qu'ils attribuent en grande partie à la mauvaise gouvernance de ces derniers.

**Lexique spécifique à faire acquérir :** 15M, *acampada* (o *campamento*), *búrbuja*, *crisis*, *desahucio*, *hipoteca*, *Indignados*, *presupuesto*, *recorte*.

39. Marie-Claude ESPOSITO, *op. cit.*, p. 157.

40. Aleix SALÓ (né en 1983, 25 ans au moment de la crise), auteur des livres *Españistan* (2011), *Simiocracia* (2012) ou *Europesadilla* (2013), dit en 2013 : « *Emigrar por ambición está muy bien, pero por necesidad es muy duro. Hemos sido una generación que lo hemos tenido todo y luego nos han dejado las migajas.* »

41. Aleksandro PALOMO GARRIDO, *op. cit.*

42. Eduardo ROMANOS, « *Evictions, Petitions and Escraches : Contentious Housing in Austerity Spain* », *Social Movement Studies*, 13 n°2, 2014, p. 296-302.

43. Diego SANZ PARATCHA, « *La PAH anuncia en Madrid su campaña de 'escraches' para que se apruebe la ILP* », *Diagonal*, 6 mars 2013.

44. Wolfgang STREECK, *Buying the time : the Delayed Crisis of Democratic Capitalism*, Londres (Verso), 2014, p. 116. Cité dans Adam TOOZE, *op. cit.*, p. 422.

45. « *La crisis económica de 2008 reforzó el valor positivo que los españoles atribuyen a su país* », Universidad de Granada, 30 juin 2022.

### Exemples de mise en œuvre

Chaque proposition pédagogique est disponible sur le [portail national des ressources d'histoire-géographie en espagnol](#).

#### *La crisis de 2008 en España*

Cette [séance](#) se propose d'illustrer la crise venue des États-Unis avec l'exemple espagnol et de comprendre les raisons qui ont conduit l'Espagne à être autant touchée par la crise. L'activité, centrée sur des vidéos, permet de travailler la compréhension orale et invite les élèves à exercer leur esprit critique.

#### *El 15M*

Dans cette [séance](#), les élèves étudient les panneaux de manifestants rassemblés *Puerta del Sol* pour comprendre les conséquences de la crise espagnole sur la population, en particulier la jeunesse, et les modes de mobilisation qui ont émergé. Cette séance peut être menée conjointement avec le professeur de langue et de civilisation espagnole.

### Pièges à éviter

- Présenter la crise de 2008 comme une crise d'origine étatsunienne ou au contraire comme une crise uniquement espagnole.
- Faire un récit chronologique exhaustif du mouvement du *15M* sans en mettre en évidence les enjeux.
- Oublier les liens entre la crise de 2008, le *15M* et le paysage politique actuel.

## Chapitre 2 – Nouveaux rapports de puissance et enjeux géopolitiques

Ce chapitre vise « à éclairer les tensions d'un monde devenu progressivement multipolaire ». De nombreux historiens font du début des années 1970 un véritable tournant dans les rapports de puissance. En effet, dès 1983 Pierre Milza parle du « nouveau désordre mondial<sup>46</sup> » tandis que Robert Franck et Jean-Claude Allain définissent 1973 comme le point de départ d'un « désordre international de type nouveau qui fait perdre aux deux géants la complète maîtrise des relations internationales<sup>47</sup> ». Cet éclatement du monde est toujours d'actualité. L'objectif de ce chapitre est de fournir aux élèves des clés de compréhension du monde contemporain en soulignant les permanences et les mutations dans l'organisation des relations internationales depuis le début des années 1970. Pour ce faire trois éléments structurent la réflexion conduite en classe avec les élèves : les puissances, principalement les relations qu'elles nouent entre elles et les hiérarchies qui s'établissent ; les conflits, leurs formes, leur intensité ; et la gouvernance, principalement à l'échelle internationale.

46. Pierre MILZA, *Le nouveau désordre mondial*, Paris (Flammarion), 1983.

47. Robert FRANCK, Jean-Claude ALLAIN, « La hiérarchie des puissances » in Robert FRANCK (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris (PUF), 2012.

## Enjeux historiographiques sur le terrorisme islamiste

Les chercheurs, aussi bien espagnols<sup>48</sup> que français<sup>49</sup>, relèvent la difficulté à conceptualiser le terrorisme. L'impossibilité de proposer une définition qui fasse consensus résulte tout d'abord de la pluralité des formes, des acteurs et des points de vue sur le terrorisme.

Ainsi, malgré les multiples tentatives de la Société des Nations puis de l'ONU, la communauté internationale peine à établir une définition claire du terrorisme, alors qu'il s'agit d'un enjeu majeur des relations internationales. Selon Jenny Raflik, « si la question suscite les interrogations des chercheurs, tout se passe comme si les politiques, les États et les organismes internationaux ne souhaitent guère se mettre d'accord sur une définition commune, qui rendrait plus délicats nombre de compromis ponctuels justifiés par les intérêts des uns ou des autres<sup>50</sup>. »

Les travaux universitaires mettent en avant plusieurs éléments récurrents qui permettent d'esquisser une définition du terrorisme. Aussi bien Gilles Ferragu<sup>51</sup> que Gérard Chaliand et Arnaud Blin<sup>52</sup> précisent que si le terrorisme désigne aussi bien un mode de gouvernement par la peur qu'une arme de déstabilisation de l'État « par le bas », c'est cette dernière acception qui est aujourd'hui mise en avant. On retrouve également l'usage de la violence, les objectifs politiques et la volonté de semer la terreur. On peut retenir la définition générale proposée par l'historien Patrice Gueniffey en 2003 : « une stratégie mettant en œuvre une quantité de violence à l'intensité variable, dans le but de provoquer le degré de terreur jugé nécessaire à l'accomplissement d'objectifs dont le terroriste estime qu'il ne peut les atteindre par d'autres moyens<sup>53</sup>. »

Le 11 septembre 2001 a donné aux *terrorism studies*, nées à la fin des années 1970, une ampleur nouvelle, au profit d'abord d'une « littérature journalistique », qui relève davantage de l'information que de l'analyse. Parallèlement, le terrorisme international s'est développé comme un champ d'étude historique, « empruntant à la géographie, à la géopolitique, aux théories des relations internationales, au droit, ou encore à la sociologie<sup>54</sup>. »

Désormais, la production scientifique, principalement en langue anglaise, est très abondante<sup>55</sup>. Les historiens appliquent à cet objet d'histoire immédiate une approche qui situe le phénomène dans des contextes spécifiques et en cerne les acteurs. Il s'agit de replacer le terrorisme dans une longue ou moyenne durée, de repérer les ruptures et les continuités de ce phénomène, et parfois d'en proposer des typologies<sup>56</sup>.

48. Alice MARTINI, « *El terrorismo global como amenaza al orden internacional. El caso del Estado islámico* », *Relaciones internacionales* n°32, Junio-septiembre 2016, Grupo de estudios de relaciones internacionales, UAM; ead., « *Sobre política y civilización: el terrorismo, lo político y los desafíos al orden internacional* », *Política y Sociedad*, 57(1), 2020, p. 175-195. Fernando REINARES, *Terrorismo global*, Madrid (Taurus), 2003.

49. Gérard CHALIAND, Arnaud BLIN (dir.), *Histoire du terrorisme. De l'Antiquité à Daesh*, Paris (Fayard), 2015; Gilles FERRAGU, *Histoire du terrorisme*, Paris (Perrin), 2014.

50. Jenny RAFLIK, *Terrorisme et mondialisation. Approches historiques*, Paris (Gallimard), 2016, p. 20.

51. Gilles FERRAGU, *op. cit.*

52. Gérard CHALIAND, Arnaud BLIN, *op. cit.*

53. Patrice GUENIFFEY, « Généalogie du terrorisme contemporain », *Le Débat*, 2003, n°126, p. 157-173.

54. Jenny RAFLIK, *Terrorisme et mondialisation. Approches historiques*, Paris (Gallimard), 2016, p. 42.

55. On peut citer les travaux en langue anglaise de David RAPOPORT, *Terrorism : Critical Concepts in Political Science*, Aingdon-New York (Routledge), 2006 ; John LYNN II, *Another kind of War. The Nature and History of Terrorism*, New Haven-London (Yale University Press), 2019. En français, outre les travaux déjà cités, voir : Henry LAURENS et Mireille DELMAS-MARTY (dir.), *Terrorisme : histoire et droit*, Paris (CNRS éditions), 2009.

56. Marc LAZAR, « [Le terrorisme en Italie et en France. Questions de recherche](#) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2017, n°134, p. 37-50.

Ainsi, Jenny Raflik distingue trois grandes « familles » du terrorisme contemporain : le terrorisme idéologique et révolutionnaire (mouvements anarchistes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, organisations d'extrême-gauche), le terrorisme ethno-nationaliste (IRA, ETA) et le terrorisme identitaire, dont relève le terrorisme islamiste<sup>57</sup>. La rupture majeure dans l'évolution du terrorisme international est liée à l'affirmation de l'islamisme depuis la fin de la guerre froide, à l'occasion notamment de la fin de la guerre d'Afghanistan et du déclenchement de la guerre du Golfe<sup>58</sup>. On entend par islamisme une idéologie politico-sociale à caractère total, fondée sur une vision religieuse fondamentaliste<sup>59</sup>, alors promue par les Frères musulmans sunnites et l'Iran chiite de l'ayatollah Khomeiny : le retour à une organisation purement islamique de la société est conçu comme le remède au déclin de régions dominées par l'Occident. Dès la fin des années 1980, des *moudjahidines* rassemblés autour d'Oussama Ben Laden pour combattre l'Armée rouge dans une organisation connue en Occident sous le nom d'Al Qaïda portent le combat dans leurs pays respectifs (Algérie, Bosnie, Égypte, Indonésie...), contribuant ainsi à son internationalisation, et se retournent contre les États-Unis et leurs alliés en Occident. Al Qaïda organise dès lors le combat à partir de bases entre Afghanistan et Pakistan au nom d'un islam sunnite radicalisé : c'est la naissance d'un nouvel islamisme politique radical qui, au nom d'une idéologie religieuse révolutionnaire et anti-impérialiste, justifie le recours au terrorisme<sup>60</sup>.

Les attentats du 11 septembre 2001 constituent une autre rupture importante : il s'agit d'une attaque inédite par son mode opératoire (attentats suicides avec détournements d'avions de ligne), sa dimension spectaculaire médiatisée à l'échelle mondiale, son degré de violence, l'ampleur du bilan humain, l'absence de revendications claires ou de demandes de compensation. Certains historiens y voient l'irruption d'un *new terrorism*, parfois qualifié de « terrorisme post-moderne<sup>61</sup> » ou d'« hyperterrorisme<sup>62</sup> », en rupture avec un *old terrorism* : « à l'image d'un terrorisme ancré territorialement et idéologiquement, s'oppose la figure d'un acteur violent sans nom et sans visage<sup>63</sup> ». D'autres soulignent les continuités et les liens entre un *new terrorism*, présenté avant tout comme religieux et globalisé, et un *old terrorism*, perçu comme le résultat d'un combat nationaliste ou révolutionnaire<sup>64</sup>.

Historiens et islamologues s'intéressent également à la question de l'idéologie, à savoir à son importance dans l'explication générale du phénomène du terrorisme islamiste, ce qui ne cesse d'être source de débats. On peut citer la vive polémique qui a opposé Gilles Kepel et Olivier Roy en 2016, à la suite des attentats de Paris du 13 novembre 2015. Le premier, rejoint par Bernard Rougier, défend l'idée d'une « radicalisation de l'islam », tandis que le second argumente en faveur d'une « islamisation de la radicalité<sup>65</sup> ».

57. Jenny RAFLIK, « Les expressions du terrorisme dans l'histoire contemporaine », *Cahiers français*, n°395, novembre-décembre 2016, p. 2-7.

58. Gilles KEPEL, « Terrorisme islamiste : de l'anticommunisme au jihad anti-américain », *Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies : RAMSES*, Paris (Dunod), 2003.

59. Anne-Clémentine LARROQUE, *Géopolitique des islamismes*, Paris (PUF), 2014, p. 3.

60. Bernard ROUGIER, *Figures du jihad mondial*, Paris (PUF), 2021, p. 99-110. L'auteur fait de Peshawar le berceau de cet islamisme politique qu'il qualifie de « salafisme-jihadiste » : il se caractérise par une idéologie « beaucoup plus politisée que le wahhabisme traditionnel » et place le « jihad armé au cœur de la croyance et dénonce toute forme de subordination vis-à-vis de l'Occident ».

61. Walter LAQUEUR, « Postmodern terrorism », in Charles W. KEGLEY (dir.), *The New Global Terrorism. Characteristics, causes, controls*, Upper Saddle River (Prentice Hall), 2003, p. 151-159.

62. François HEISBOURG, *Hyperterrorisme, la nouvelle guerre*, Paris (Odile Jacob), 2001.

63. Antoine MEGIE, « 'Nouveau terrorisme' versus 'ancien terrorisme' : entre enjeux théoriques et politiques », *Les Terrorismes : un objet pluriel pour un champ restreint ?*, Congrès 2009 de l'Association française de Science politique, p. 16.

64. *Ibid.*, p. 14.

65. Leyla DAKHLI, « L'islamologie est un sport de combat », *La Revue du Crieur*, n°3, 2016, p. 4-17 ; Frédéric BOILY, « Le débat entre Gilles Kepel et Olivier Roy. Anatomie d'un désaccord », *Frontières*, vol 31, n°1, 2019.

En Espagne, Fernando Reinares<sup>66</sup>, politologue spécialiste du terrorisme, renouvelle l'interprétation de la nature d'Al Qaïda à la suite de la chute des talibans en décembre 2001. En effet, la plupart des travaux universitaires présentent Al Qaïda comme une « franchise<sup>67</sup> » : la menace terroriste ne vient plus d'un groupe terroriste structuré autour d'un leader, mais d'une mouvance de cellules locales. Fernando Reinares refuse de réduire Al Qaïda à une simple idéologie et le qualifie de « polymorphe » : Al Qaïda a su se transformer pour continuer d'exister, grâce à un modèle organisationnel combinant centralisme et mise en réseau.

### Un texte d'historien contemporain français et un texte d'historien contemporain espagnol

Deux textes pour illustrer les débats à propos de la structuration d'Al Qaïda, organisation terroriste islamiste.

#### Gilles FERRAGU, *Histoire du terrorisme*, Paris (Perrin), 2014 p. 307-309.

Que nous dit Al-Qaïda du terrorisme contemporain ? [...] Al-Qaïda est un cocktail paradoxal de fondamentalisme religieux et de globalisation. Une autre force d'Al-Qaïda réside dans sa relecture du jihad, laissé, selon les préceptes d'Abdallah Azzam, à l'appréciation de chaque partisan. La centrale s'affranchit ainsi de toute hiérarchie religieuse et développe, pour son propre compte, un discours de légitimation manichéen et apocalyptique. Surtout, c'est ce système de « franchise » qui voit des jihadistes, un peu partout de par le monde, se réclamer d'Al-Qaïda autant que de ses incarnations [...], qui frappe l'opinion. [...] Depuis son premier avatar afghan, Al-Qaïda a érigé un nouveau modèle d'organisation terroriste qui dépasse en efficacité le schéma établi naguère par Netchaïev : la société secrète de comploteurs, même dotée de ramifications internationales, ne saurait lutter avec la nébuleuse, mi-réelle mi-virtuelle qui agrège non les individus mais les revendications, voire les haines, haine de « l'hérétique » (la communauté chiite), haine de « l'apostat » (les régimes arabes hostiles) et haine des « croisés » (Occident). On pourrait, pour plagier un grand historien italien du fascisme Renzo de Felice, comparer Al-Qaïda à « une somme infinie de négations » qui a trouvé, dans la poudrière irakienne, un terrain de choix : la guerre qui s'y est instaurée entre jihadistes sunnites et miliciens chiites, s'ajoutant aux attentats contre les puissances anglo-saxonnes, a dévoilé cette *fitna*, cette guerre civile interne à l'islam dont Al-Qaïda s'est fait le héraut. Chaque entité autonome, y compris dans ses moyens. [...] Chaque individu peut s'affilier, créant autant de « *lonewolves* » (loups solitaires) insaisissables parce que sans lien, nouvelle terreur des services de sécurité. Plus que jamais, l'image de l'hydre – dont les têtes, à peine coupées, repoussent sans cesse – s'impose quand on parle d'Al-Qaïda.

66. Fernando REINARES, "¿El terrorismo global es amorfo o polimorfo?", *Circunstancia*, Año VII-N°18-Enero 2009, Fundación Ortega y Gasset.

67. Gérard CHALIAND, Arnaud BLIN, *op. cit.* : « À partir du 6 octobre 2002, Al Qaïda a franchisé son action : la menace est devenue planétaire. »

**Fernando REINARES, " ¿El terrorismo global es amorfo o polimorfo? ", Circunstancia, Año VII-N°18-Enero 2009, Fundación Ortega y Gasset.**

Mucho se está especulando sobre la naturaleza del actual terrorismo global, es decir, del terrorismo que de uno u otro modo está relacionado con Al Qaeda. Se trata de una polémica muy extendida en los círculos académicos y en las comunidades de inteligencia, con implicaciones para el enfoque que ha de darse a las políticas nacionales de seguridad y a la cooperación internacional en dicha materia. Una polémica en torno a cómo ha evolucionado ese fenómeno tras los atentados del 11 de septiembre de 2001 y al tipo de amenaza que supone en nuestros días tanto para los países cuyas poblaciones son mayoritariamente musulmanas como para otras sociedades, incluidas por supuesto las del mundo occidental. Al Qaeda sigue existiendo. (...) Conviene, claro está, no desdeñar el desafío que plantean grupúsculos y células locales aparentemente independientes, especialmente en el ámbito de las sociedades occidentales. Ahora bien, sin tomar esta parte por el todo, olvidando que Al Qaeda no ha dejado de existir, que la urdimbre del terrorismo global tiene otros componentes y que la mayoría de los atentados relacionados directa o indirectamente con esa estructura terrorista son en la actualidad obra de sus extensiones territoriales —como Al Qaeda en Irak o Al Qaeda en el Magreb— o de grupos y organizaciones que se encuentran en relación con la misma — con los talibán en el primer lugar de un nutrido elenco—. Los riesgos y amenazas que el terrorismo global plantea para distintos países o regiones del planeta dependen precisamente del modo en que se combinan esos distintos componentes. Incluso los atentados del 11 de marzo de 2004 en Madrid revelan lo complejo de esos riesgos y amenazas. Aunque han sido y son presentados como ejemplo de lo que puede llevar a cabo una célula local independiente, lo cierto es que entre los implicados hay individuos que estaban integrados en la célula establecida por Al Qaeda en España a inicios de los 90 y hay también miembros prominentes del Grupo Islámico Combatiente Marroquí (GICM), así como otras personas con importantes conexiones internacionales en la urdimbre del terrorismo global, tanto en Europa y el Norte de África como en el Sur de Asia. A ello debe sumarse un colectivo de inmigrantes magrebíes con antecedentes delincuenciales que, según todo indica, fueron radicalizados con el propósito de incorporarlos a las acciones terroristas que se estaban planeando, pero una vez más sería equivocado tomar esta parte por el todo cuando hablamos de quién está detrás del 11-M. En suma, el actual terrorismo global no es un fenómeno amorfo sino polimorfo. No es el modelo de Abu Musab Al Suri el que parece imperar, sino más bien el diseñado por otro ideólogo del yihadismo violento, Abu Bakar Naji, en su obra *La gestión de la ferocidad*. Todo lo cual tiene implicaciones en materia de prevención y respuesta para las democracias occidentales, pues debe atenderse no sólo a los desafíos que suponen las células locales o grupúsculos autoconstituidos en el seno de nuestras sociedades sino igualmente a los planteados por otros integrantes de la urdimbre del terrorismo global, como la reconstituida Al Qaeda, sus extensiones territoriales o los grupos y organizaciones afines a dicha estructura terrorista.



## Orientations pour la mise en œuvre des éclairages spécifiques sur l'Espagne

Les orientations suivantes sont des entrées indicatives pour traiter ce chapitre dans une approche aussi bien disciplinaire qu'interdisciplinaire, en association avec l'enseignement de langue vivante. Ces entrées permettent d'illustrer, d'approfondir une situation historique et contribuent, dans le cadre de l'enseignement en Bachibac, à construire une culture historique commune.

### La place du chapitre dans la scolarité des élèves

Ce chapitre étant adapté en très grande partie des chapitres 1 des thèmes 3 et 4 du programme d'histoire de terminale générale, il est utile pour la mise en œuvre de se reporter aux indications fournies pour le programme en français.

L'enseignement des rapports de puissance et des enjeux géopolitiques s'appuie sur les connaissances acquises par les élèves au cours du cycle 4. En classe de troisième, le thème 2 « Le monde depuis 1945 » s'achève par « les enjeux et les conflits dans le monde depuis 1989 » : la disparition de l'URSS est présentée comme le point de départ d'un « nouvel ordre mondial » caractérisé par un monde multipolaire et un déplacement de l'arc de crise vers le Moyen-Orient.

### Éléments de problématisation

Les éléments de problématisation proposés ci-dessous ne sont que des suggestions et ne doivent pas faire l'objet d'une étude spécifique et exhaustive. Néanmoins, certains de ces éléments peuvent être choisis et insérés comme illustrations des éléments du programme général.

#### Problématique du chapitre

Comment, depuis les années 1970, se redéfinissent les rapports de puissance dans un « monde de plus en plus illisible » (Pierre Milza) ?

### Comment mettre en œuvre le chapitre avec les élèves ?

L'étude des attentats d'Atocha du 11 mars 2004 permet d'aborder le terrorisme islamiste et les nouvelles formes de conflits<sup>68</sup>. Le professeur peut s'appuyer sur cet événement pour souligner ce qu'il révèle de la géopolitique aux différentes échelles et éclairer les enjeux politiques spécifiquement espagnols.

L'objectif n'est pas une présentation exhaustive en classe de l'attentat et des débats qu'il a suscités, mais bien de montrer qu'il s'inscrit dans un contexte international spécifique qui a des répercussions politiques nationales : bouleversement de l'opinion publique espagnole, changement inattendu de majorité et remise en cause du soutien espagnol aux guerres menées par les États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001. L'analyse de l'événement aux échelles mondiale et espagnole montre que les phénomènes internationaux induisent des transformations nationales. En effet, l'attentat d'Atocha, prolongé par ceux de Londres du 7 juillet 2005, marque l'irruption du djihadisme international d'Al Qaïda en Europe et s'inscrit dans le processus de globalisation des attentats islamistes, tout en constituant une rupture dans la vie politique et sociale d'un pays confronté jusque dans les années 1980 à un terrorisme endogène, celui de l'ETA. Travailler sur le 11 M permet ainsi de s'intéresser au « double

68. Cyrille BRET, « Le "11M" : du terrorisme nationaliste au djihadisme international », *Dix attentats qui ont changé le monde. Comprendre le terrorisme au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris (Armand Colin), 2020.

processus d'internationalisation et de nationalisation d'un événement à forte résonance<sup>69</sup>».

Le 11 mars 2004, entre 7 h 37 et 7 h 40, dix bombes explosent dans des gares madrilènes (7 à Atocha), faisant plus de 190 morts et plus de 1800 blessés. Très rapidement, le gouvernement de José Maria Aznar attribue l'attentat à *Euskadi Ta Askatasuna* (ETA), mais, le soir même, un groupe lié à Al Qaïda le revendique. Le 12 mars, plus de onze millions de personnes manifestent à travers tout le pays pour dénoncer cet attentat que l'ETA nie publiquement avoir commis. Le 13 mars, alors que le gouvernement du PP réaffirme que la piste basque reste privilégiée, des personnes se rassemblent devant les différents sièges du parti pour exiger des explications. Le 14 mars, jour des élections, est découvert un enregistrement sur lequel un membre d'Al Qaïda revendique les attentats. Après deux semaines de recherches, les terroristes sont finalement localisés par la police et, le 3 avril, au moment de leur interpellation, se suicident.

Cet attentat a lieu à quelques jours des élections générales. Alors que Mariano Rajoy, candidat du PP, était donné vainqueur par les sondages, c'est le PSOE qui l'emporte avec une participation record de 77,26 %. La victoire surprise de José Luís Rodríguez Zapatero semble être le résultat d'un vote sanction à l'égard du PP, accusé de dissimuler des éléments de l'enquête et tenu pour responsable de l'attentat en raison de l'implication espagnole dans la guerre d'Irak lancée en 2003. De fait, une des premières annonces du nouveau chef du gouvernement est le retrait des troupes espagnoles d'Irak. Toutefois, les causes de cet attentat font encore débat : Fernando Reinares affirme, par exemple, qu'un projet terroriste visant l'Espagne est né au Pakistan fin 2001 en réponse au démantèlement d'une cellule d'Al Qaïda et qu'il n'est pas lié à l'intervention espagnole en Irak<sup>70</sup>.

**Lexique spécifique à faire acquérir :** *Potencia, hiperpotencia, unipolar, multipolar, conflicto asimétrico, islamismo, terrorismo, atentado, yihadismo.*

### Exemple de mise en œuvre

La proposition pédagogique est disponible sur le [portail national des ressources d'histoire-géographie en espagnol](#).

#### *Nuevos conflictos: el ejemplo de los atentados de Atocha en 2004*

Cette [séance](#) se propose d'étudier la question des nouvelles formes de conflits via l'exemple des attentats d'Atocha. Les élèves travaillent en groupes sur un corpus constitué de unes de journaux, et doivent faire preuve d'esprit critique à l'égard des sources. Cette activité peut faire l'objet d'une évaluation formative dans le cadre de l'apprentissage de l'exercice de l'étude critique de documents.

### Pièges à éviter

- Proposer une analyse exhaustive des relations internationales depuis 1970 sans cibler les éléments importants pour comprendre les remises en question du modèle Est/Ouest et les nouveaux équilibres à l'œuvre.
- Proposer une approche exclusivement factuelle.

69. Guy LOCHARD, « [Les attentats de Madrid du 11 mars 2004 et leurs lectures nationales](#) », *Hermès, La Revue*, 2006, n°46, p. 69-72.

70. Fernando REINARES, *¡Matadlos!: Quién estuvo detrás del 11-M y por qué se atentó en España*, Barcelone (Galaxia Gutenberg), 2014 (2<sup>e</sup> édition).

## Bibliographie et ressources

### Sur le chapitre 1

- Patrick ARTUS *et al.*, *De la crise des subprimes à la crise mondiale*, Paris (La Documentation française), 2009.
- Javier RUIZ, *Edificio España, el peligro de la desigualdad*, Barcelona (Ed Espasa), 2022.
- William CHISLETT, *Microhistoria de España, contado por un Británico*, Barcelona (Ed Espasa), 2020.

Ressources sur le mouvement du 15M

- [AcampadaSol](#), reportage interne racontant les 4 semaines de mobilisation (VOST) : témoignages, raisons de la mobilisation, dissensions, consensus, inclusions, décisions.
- l'œuvre graphique et poétique du dessinateur Enrique Flores, *Cuaderno de sol*, est [consultable en ligne](#).
- un article de Pablo de Soto portant sur [la cartographie du 15M](#).
- les travaux des acteurs à l'image de [ceux d'Adriana Razquín Mangado](#).

### Sur le chapitre 2

Quelques ressources accessibles

- Centro Nacional de Innovación e Investigación Educativa (CNIIE), [El terrorismo internacional en el mundo contemporáneo](#), Unidad didáctica para historia del mundo contemporáneo. 1º bachillerato, 2020.
- Le journal *El País* a publié en 2014 une page sur les attentats du 11 mars : [11 M, décimo aniversario](#)
- Sur le site RTVE Play, un reportage de l'émission *Informe semanal* du 13 mars 2004 : "[11-M Madrid bajo el terror](#)".
- Javier Noya, , «[El consenso de Madrid: terrorismo internacional y opinión pública global tras el 11-M](#)», Real instituto El Cano, 22 mars 2004.

Pour aller plus loin

- Jordi Canal (dir.), *Histoire de l'Espagne contemporaine*, Paris (Armand Colin), 2021 (nouvelle édition).
- Gérard Chaliand, Arnaud Blin (dir.), *Histoire du terrorisme. De l'Antiquité à Daesh*, Paris (Fayard), 2015.
- Gilles Ferragu, *Histoire du terrorisme*, Paris (Perrin), 2014.
- Robert Franck (dir.), *Pour l'Histoire des relations internationales*, Paris (PUF), 2012.
- Javier Jordán, « [Terrorismo yihadista en España: origen, objetivos y estructura](#) », *Circunstancia*, VII, n°18 (janvier 2009), Fundación Ortega y Gasset.
- Alfonso Merlos García, "[La dinámica transnacional del terrorismo yihadista: globalización estructural y atomización operativa](#)", VIII Congreso Español de Ciencia Política y de la Administración Política para un mundo en cambio, sans date.
- Jenny Raflik, *Terrorisme et mondialisation : approches historiques*, Paris (Gallimard), 2016.
- Fernando Reinares, *Terrorismo global*, Madrid (Taurus), 2003.
- Fernando Reinares "[¿El terrorismo global es amorfo o polimorfo](#)", *Circunstancia*, VII, n°18 (janvier 2009), Fundación Ortega y Gasset.